

**DISCOURS DU CHEF DE LA DELEGATION BURUNDAISE  
A L'OCCASION DE LA 1<sup>ère</sup> SESSION DE LA PLATE-FORME  
MONDIALE DE REDUCTION DES RISQUES DE  
CATASTROPHES TENU A GENEVE, SUISSE DU 5-7 JUIN 2007.**

Excellence Monsieur le Président de la 1<sup>ère</sup> Session de la Plate Forme Mondiale,

Mesdames, Messieurs, les Ministres et Membres de Gouvernements,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,  
Distinguées Délégués,  
Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de la première session de la Plate Forme Mondiale, l'honneur m'échoit de prendre la Parole devant cette noble assemblée, au nom du Peuple, du Gouvernement burundais et en mon nom propre pour avant tout remercier le Gouvernement et le Peuple Suisse pour l'accueil combien chaleureux dont ma délégation et moi-même avons été l'objet. Cela témoigne si besoin en était de l'hospitalité légendaire dont vous portez le renom.

Excellence,  
Mesdames, Messieurs,

Le Burundi que j'ai l'honneur de représenter ici est situé entre le Rwanda au Nord, la République Démocratique du Congo à l'Ouest, la République Unies de Tanzanie, à l'Est et au Sud. Il compte 7,5 millions d'habitants et connaît une densité de 280 habitants au km<sup>2</sup> faisant de lui un des Pays les plus peuplés d'Afrique. 92% de la population est rurale et 8% urbaine.

Cette République de 27.834 km<sup>2</sup> vient de sortir du marasme dans lequel l'avait plongée la guerre fratricide de plus d'une décennie. En effet, grâce et avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies, le Burundi a organisé avec succès les élections à tous les niveaux administratifs.

A l'heure où je vous parle, de la Présidence de la République à la Colline de recensement qui est la plus petite unité administrative, les responsables politiques sont issus du choix libre et délibéré des Citoyens burundais. Cela a mis fin à une époque pour en inaugurer une autre, celle de la stabilité politique de la République. L'engagement de l'ONU et des amis du Burundi a joué un rôle prépondérant dans cette réussite du Processus de

paix au Burundi et nous faisons l'agréable devoir de leur rendre un hommage mérité.

Cependant si l'aurore de la paix et de la reconstruction est en train de pointer à l'horizon, le ciel reste quelque peu assombri par les escarmouches des risques de Catastrophes tant naturels, technologiques et environnementaux qui ne cessent de menacer notre Pays. Ces Catastrophes rendent notre population très vulnérable à telle enseigne que les objectifs du millénaire deviennent de plus en plus difficiles à atteindre. Ici nous saluons encore une fois les efforts des pays, Organisations Nationales et Internationales, gouvernementales et non gouvernementales qui ne ménagent aucun effort pour nous appuyer afin de surmonter ces obstacles et atteindre la réduction des risques de Catastrophes en appliquant le Cadre d'Action de Hyogo et par là atteindre la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Le Gouvernement du Burundi dont j'ai l'honneur de représenter ici, s'est joint à des initiatives de l'UN/SIPC-Afrique en lançant une Plate-forme Nationale de Réduction des Risques des Catastrophes lors d'un Atelier du 8-9 Mars 2007 qui a rassemblé les Secteurs Publics et privés, la Société Civile, les Média, les Agences Onusiennes et ONGs. Nos remerciements vont à l'endroit de UN/SIPC-Afrique et UN/SIPC-Genève qui nous ont envoyé leurs experts, Noroarisoa Rakotondrandria et Lars Bernd pour la réussite de cet Atelier sans oublier PNUD-Burundi qui a financé toutes les activités et qui continue d'appuyer nos Projets.

Le deuxième point à l'actif du Gouvernement burundais dans la mise en œuvre du Cadre d'Action de Hyogo est le recrutement d'un expert International et National pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes à laquelle sera annexé la Cartographie des Zones à risques. Les textes juridiques régissant la Plate-forme et la Politique Nationale de réduction des risques de Catastrophes seront tous disponibles avant la fin de l'année 2007. Notons aussi que le PNUD est toujours avec nous dans toutes ces activités. A ceci s'ajoute le Projet de renforcement des Capacités pour la Prévention et la Gestion des Catastrophes qui est déjà validé pour un montant de 700.000 US dollars mais qui n'est pas encore financé pour commencer. Nous réitérons l'appui de tout en chacun pour nous permettre de réussir les objectifs spécifiques de ce Projet.

Avec l'appui du PNUD que je remercie très sincèrement, le Gouvernement burundais a pu organiser des Ateliers pour la Célébration de la Journée

mondiale de la Réduction des Risques de catastrophes, l'évaluation des dégâts causés par les pluies diluviennes d'octobre 2006-Février 2007. Le rapport montre plus de 2,7 millions de personnes sinistrées, 548.707 ménages à assister, 25.112 maisons détruites, 552 classes endommagées avec plus de 19.425.154 US dollars des besoins en tôles et en vivres. Les pertes causées par ces pluies diluviennes ont été évaluées à 40.203.038 US Dollars. Tout ceci a été dus à la vulnérabilité du Pays rendue très accentuée par la guerre Civile qui vient de durer plus de 13 ans et a conduit à la dégradation de l'environnement, l'exploitation anarchique des ressources naturelles, le déplacement de la population, la pauvreté et la construction des ménages non durables. Nous saluons la contribution des amis du Burundi de plus de 655 millions de dollars qu'ils viennent de promettre lors de la table ronde tenue du 24 au 25 Mai 2007 à Bujumbura dans le but de financer le Cadre Stratégique de lutte Contre la pauvreté (CSLP). Le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour que la réduction des risques de Catastrophes soit une priorité dans la mise en application du CSLP pour arriver à un développement durable.

Excellence, Mesdames, Messieurs,

Les objectifs découlant de notre vision et du Cadre d'Action de Hyogo sont à la fois nobles et difficiles à atteindre. Que ce soit pour l'éducation pour la Prévention des risques de Catastrophes, que ce soit la préparation, la mitigation et la réparation pour la réduction des risques des Catastrophes, il faut mobiliser des moyens, humains, matériels et financiers très importants. Cela est vrai pour tout programme de l'Action humanitaire mais ceci l'est encore pour nous qui sortons de longues années de Conflits.

Le Burundi, hélas n'a pas échappé à cette triste réalité. Aussi, la contrainte reste-t-elle la mobilisation de tous et de nos partenaires. Nos estimations du Coût des activités à mener d'ici 2015 reposent sur un calcul global annuel inférieur à 6 millions de dollars.

L'appui de la Communauté Internationale est essentiel pour mener à terme cette tâche importante dont l'impact positif et immédiat, auprès des populations dans le Cadre de la lutte Contre la pauvreté et la réhabilitation Communautaire, ne fait aucun doute.

Excellence Monsieur le Président de la République de la Suisse,  
Mesdames, Messieurs, les Ministres et Membres de Gouvernements,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,  
Monsieur le Président désigné de la 1<sup>ère</sup> Session de la Plate-forme  
mondiale de la Réduction des Risques de Catastrophes,  
Distinguées Délégués,  
Mesdames, Messieurs,

La réduction des risques de Catastrophes au Burundi est un grand défi non seulement pour mon Gouvernement mais aussi pour tous les Pays membres de l'UN/SIPC qui peuvent nous aider et ils sont nombreux. C'est un défi pour l'ONU, pour la Communauté Internationale.  
Bref, c'est un défi pour tous ici présents.

Cependant, notre détermination de mettre en œuvre le Cadre d'Action de Hyogo est proportionnelle à l'enjeu de la problématique et je ne doute pas que nous oeuvrons ensemble pour la réduction des risques de Catastrophes au Burundi en particulier et au monde entier en général.

**Je vous remercie.**